Palestine : L’inquiétante radicalisation de l’Etat français

L’Etat français n’a pas de mots assez durs depuis le 7 octobre pour dénoncer l’opération militaire des organisations palestiniennes. Il affiche ostensiblement son soutien aux Israéliens, ce qui tranche avec son attitude passive lorsque les Palestiniens sont massacrés sans pitié et massivement par l’Etat israélien. Depuis 75 ans, le colonialisme sioniste en Palestine tue, emprisonne, expulse, torture des populations civiles palestiniennes mais l’Etat français soutient, de plus en plus ouvertement, les exactions criminelles sionistes.

Il y a de fait une radicalisation inquiétante, surtout depuis E. Macron, de l’Etat français. Mis en tension par des luttes populaires en interne, l’Etat français se radicalise et cette radicalisation s’exprime au grand jour avec la répression violente des manifestants et une islamophobie ostentatoire et sans complexe. A l’international, cette radicalisation fait écho aux difficultés auxquelles il est confronté, en particulier en Afrique. Perdre du terrain dans les ex-colonies réduit de plus en plus ses marges de manœuvre économiques et donc la possibilité d’acheter la « paix sociale ».

Mais là où cette radicalisation s’exprime avec le plus de franchise, c’est dans le théâtre d’opération palestinien. L’alignement, voire la subordination à Israël, devient quasi officiel. En clair, il adopte la vision israélienne d’une solution sans ambages de liquidation de la résistance palestinienne et in fine de la liquidation tout court de la société palestinienne.

En dehors de la France insoumise et de quelques groupes d’extrême gauche, toute la classe politique est emportée dans

le tourbillon extrémiste de l’Etat français. Ce jour du 7 octobre sonne comme un avertissement donné par le peuple palestinien à une domination israélienne sans vergogne et de fer. Mais le pouvoir politique français reste sourd à cet avertissement comme si de l’existence d’Israël dépendait sa survie. Et elle en dépend parce que tout simplement l’Etat français fait partie de cette domination occidentale qui a créé le sionisme en Palestine et encouragé la politique coloniale sioniste de la Palestine.

En bref, quand les fondements de la domination israélienne sont menacés, l’Etat français se sent menacé. Il existe une sorte de solidarité organique entre l’Etat français et l’Etat israélien et, plus globalement, une solidarité organique entre l’Etat israélien et ladite « communauté internationale » qui se résume à l’Occident dominé par le parrain américain. A part un traitement humanitaire, le point de vue politique palestinien est strictement balayé. La France veut faire accroire que l’Autorité palestinienne est la représentation légitime alors que personne n’est dupe sur le fait qu’elle ne représente qu’une petite élite corrompue. C’est en raison de sa corruption et de sa faiblesse politique que l’Autorité palestinienne devient ainsi un agent utile pour permettre la continuation de la colonisation et, à terme, l’anéantissement du peuple palestinien.

Cette relation fusionnelle avec le sionisme a son versant négatif à plus ou moins long terme. L’Etat français fait un pari hasardeux sur la stabilité des régimes arabes de facture dictatoriale. Sa nature et son instinct d’Etat capitaliste ne perçoivent pas les mécanismes cachés et profonds qui travaillent les sociétés arabes et musulmanes qui expriment une solidarité populaire sans faille avec les Palestiniens. Le capitalisme en développement dans ces sociétés secrète quotidiennement des injustices et une masse de prolétaires qui briseront la main de fer des dictatures arabes qui sont condamnées à moyen terme. Il n’est pas anodin de constater que

les coups les plus durs sont portés par Gaza, ce territoire paupérisé et prolétaire. Derrière le nationalisme combatif des Palestiniens de Gaza et au-delà de l'identification islamique, se joue aussi une lutte des classes qui trouve ses prolongements au sein des classes populaires dans le monde arabe et musulman.

Il est tragique de constater qu'il existe une part d'irrationalité et d'aveuglement du pouvoir politique français à ce qu'annonce l'avenir. Le capitalisme mondial est incapable de réguler les troubles qu'il créé de toute part. Il va de soi que ce basculement en cours ne peut être que profitable aux mouvements populaires des sociétés du Sud et à la résistance palestinienne. L'Etat français va poursuivre irrémédiablement sa politique aveugle qui le conduira certainement dans les abîmes de la radicalisation

Comité Action Palestine

12 octobre 2023